

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 26 JANVIER 1997

N° 246

PRIX 4 FF



COTE

D'IVOIRE

SALES COUPS PROGRAMMES

CONTRE LES HABITANTS

DES BIDONVILLES

SOMMAIRE AU VESRO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire
- Les militants de la Fesci ont raison de se battre...
- Le rêve d'un dictateur.

Page 7
Troupes françaises hors de Centrafrique!

Page 8
Algérie : Les populations font les frais des rivalités.

Page 9
La fièvre de l'or.

Page 10
- Vive la lutte de la classe ouvrière de Corée!

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE**SALES COUPS PROGRAMMES
CONTRE LES HABITANTS
DES BIDONVILLES**

Pour ponctuer le départ d'une soi-disant opération "ville propre", le premier ministre Kablan Duncan a réuni les maires des dix communes d'Abidjan. Le chef du gouvernement s'est fait photographe en leur compagnie avec un balai à la main et a indiqué que face à la saleté d'Abidjan un plan d'urgence a été mis en place.

Ce plan comporterait 24 points dont entre autres le "déguerpissement des quartiers précaires insalubres et à haut risque". Il a ensuite posé la première pierre de wc publics qui seront construits dans un quartier de la ville.

Derrière la façade de cette pseudo opération de charme, se préparent en réalité des sales coups contre les gens des quartiers défavorisés. Cela faisait longtemps que le gouvernement cherchait à raser les quartiers pauvres. Tantôt au nom de l'hygiène et de la salubrité, tantôt au nom de la lutte contre le banditisme.

Selon la presse, 43 bidonvilles en plus des quartiers dits précaires sont programmés pour être rasés par les bulldozers. Les habitants de ces zones sont souvent constitués d'immigrés pauvres venant du Ghana, du Libéria ou du Burkina Faso. Certains de ces bidonvilles s'appellent "Washington", "Petit Ouaga", ou encore "Zimbabwé". La population vivant dans ces zones est estimée à 400 mille soit environ 18% de la population totale d'Abidjan.

L'objectif affiché du gouvernement est de raser les quartiers pauvres et d'en chasser les habitants. Pour ce faire, Bédié met en avant un ministre de la sécurité récemment nommé à ce poste. Il s'agit d'un ancien préfet ouvertement xénophobe du nom de Dibonan. Pendant que Kablan Duncan se pose en monsieur propre avec les maires (y compris ceux de l'opposition d'ailleurs), Dibonan se livre à de véritables provocations contre les immigrés. Il a récemment déclaré que "70 à 80% des voleurs viennent des pays étrangers...les étrangers viennent faire chez nous ce qu'ils ne font pas chez eux...Qu'ils sachent que l'Ivoirien est capable de se rendre justice".

Il ne s'agit pas d'un quelconque dérapage de langage. Ce ministre persiste et signe en répétant en d'autres moments: "Les étrangers sont à la base de l'insécurité dans notre pays... Tant qu'ils continueront, nous les tuerons et nous demandons pardon à Dieu".

Ce genre de propos ne sont pas seulement des injures de bas étage, ils sont criminels. Sortis de la bouche d'un ministre, ils peuvent donner lieu à des conséquences meurtrières contre les travailleurs originaires des pays limitrophes. D'ailleurs Dibonan ne fait pas que parler. Il agit. Depuis plusieurs mois sa police mène des "opérations coups de poings". Des véhicules remplis de militaires et de policiers armés jusqu'aux dents ont mené des opérations punitives dans certains endroits tel le quartier du cinéma Krinjabo à Adjamé. Il est vrai que les délinquants et les drogués y sont nombreux à tel point que Dibonan s'est senti encouragé par une partie de l'opinion publique agacée parfois à juste titre de la montée des agressions et de la petite délinquance. Mais la lutte contre les fléaux de la drogue et de la délinquance n'était qu'un prétexte pour les exactions de la police anti-jeunes et anti-immigrés. Les hommes en uniforme se sont donné à coeur joie dans une répression aveugle et barbare.

Des centaines voire des milliers de jeunes immigrants, mais pas seulement, ont été passés à tabac, embarqués et détenus dans des conditions inhumaines. Nombreux ont été dépouillés des maigres sommes d'argent qu'ils avaient sur eux. Les policiers, les gendarmes et les militaires ne sont pas seulement féroces. Ils sont aussi gangrenés par la corruption. Ils ont libéré ceux dont les parents ont accepté de leur verser des sommes d'argent.

En Côte d'Ivoire, comme dans bien des pays d'Afrique, nos dirigeants sont incapables de

résoudre les phénomènes liés à la crise du système capitaliste. Ils en sont incapables car eux-mêmes ainsi que les privilégiés qu'ils protègent se nourrissent précisément de ce système. Ils veulent bien dépouiller la population, marginaliser la jeunesse, mais ils ne veulent pas voir la misère et tout ce qui en



Fouilles à la décharge d'Akouédo

découle, devant leurs yeux.

Incapables de s'en prendre aux racines du mal, ils se contentent de se venger sur les victimes elles-mêmes. Aujourd'hui on commence par des opérations coups de poings. Puisque ça marche, demain on rase, se disent les Dibonan et ceux pour qui ils roulent.

Pour perpétuer ce système injuste, ils voudraient que les victimes de cette situation catastrophique, les travailleurs et plus généralement les gens démunis soient divisés entre nationaux et non nationaux avant d'être directement dressés les uns contre les autres.

Il est urgent et indispensable que les travailleurs d'Afrique, tous frères qu'ils sont, trouvent le chemin de leur union. Car quelle que soit leur nationalité, ils ont des intérêts propres à eux à faire valoir, face au nationalisme criminel de leurs dirigeants.

COTE D'IVOIRE

**LES MILITANTS DE LA FESCI
ONT RAISON DE SE BATTRE.
MAIS L'AVENIR, C'EST LA
DESTRUCTION DU CAPITALISME.**

Dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 janvier dernier, suite à un appel à la grève générale, dans les établissements scolaires et universitaires, lancé par la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) pour protester, d'une part, contre la diminution de la bourse des étudiants décidée par le gouvernement, et, d'autre part, contre l'arrestation arbitraire et la condamnation à deux ans de prison ferme de trois dirigeants du mouvement étudiant, le pouvoir dictatorial en vigueur à Abidjan a lâché, comme des chiens enragés, une horde de militaires et de policiers sur le campus universitaire de Yopougon pour réprimer toute tentative de mobilisation des étudiants. Il s'en est suivi des bagarres entre ceux-ci et les forces de l'ordre. Des armes à feu ont été utilisées par ces dernières. Deux étudiants ont été blessés par balles alors que dans une autre cité universitaire, une intervention musclée des forces de l'ordre s'est soldée par la mort d'un étudiant qui avait sauté par la fenêtre de sa chambre pour fuir la répression.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel bras de fer oppose les militants de la FESCI aux autorités ivoiriennes. Née des différents mouvements de révolte de 1990 contre la dictature de Houphouët qui, sous la pression de l'impérialisme français surtout, ont abouti à l'instauration du multipartisme, c'est depuis des années que cette organisation, quoiqu'officiellement dissoute, incarne la lutte pour la défense des intérêts des étudiants et élèves contre les différents pouvoirs en place.

La FESCI demande le paiement régulier des bourses qui, souvent, tombent avec plusieurs mois de retard. Elle revendique aussi des meilleures conditions de vie et de travail dans les campus et les universités qui sont aujourd'hui laissés presque à l'abandon. A la cité universitaire de Yopougon, par exemple, les étudiants sont souvent plusieurs dans une chambre exiguë. Ils mangent mal, parfois pas du tout et se contentent d'un morceau de pain ou d'une tranche de banane. C'est vraiment une vie de galère ponctuée souvent par des descentes des forces de l'ordre qui bastonnent, humilient et tuent parfois ou violent des étudiantes ou des proches des étudiants, comme lors des événements de 1992.

Mais au-delà de tout cela, ce qui inquiète et révolte en même temps la plupart des étudiants ivoiriens, comme ceux des autres pays d'Afrique d'ailleurs, c'est la perspective de leur avenir en général quasi bouché. En effet, il n'y a pas longtemps, pour faire fonctionner le système au service des riches, l'Etat avait besoin de personnel et recrutait presque massivement. Ainsi, le diplôme était une sorte de sésame qui ouvrait toutes les portes. Ceux qui en possédaient avaient la possibilité d'accéder facilement à un poste, souvent bien rémunéré. Parmi les diplômés, ceux qui en plus faisaient du zèle et acceptaient toutes les humiliations possibles de la part de leurs supérieurs pouvaient même grimper très haut dans la hiérarchie et devenir des ministres, des PDG et autres directeurs.

Mais aujourd'hui cette période est révolue. Dans tous les domaines,

la bourgeoisie a plus qu'il n'en faut le personnel dont elle a besoin pour gérer ses affaires. A cause de la crise économique, l'Etat ne recrute presque plus. La tendance est même au dégraissage. Par conséquent, la possession d'un



Campus de Yopougon
Face à face Etudiants-police

simple diplôme ne suffit plus pour avoir un travail. Il ne suffit pas non plus d'être prêt à accepter toutes les humiliations et autres bassesses possibles pour accéder au cercle fermé des privilégiés que l'on désigne pudiquement sous le nom de "l'élite". Pour avoir un simple travail, sans que cela ne soit même pas considéré comme une "réussite", il faut d'autres atouts, notamment des relations, surtout le piston indispensable, dont ne bénéficient que les enfants des riches.

Ainsi s'explique, en Côte d'Ivoire comme dans les autres pays africains, le nombre sans cesse croissant de jeunes diplômés issus des familles pauvres et condamnés à être des chômeurs. Il existe même des clubs ou des associations de chômeurs diplômés. L'année passée, en Côte d'Ivoire, il y avait environ 260 médecins au chômage, dont certains ont dû passer un concours pour être recrutés par l'Etat. Ce qui est un paradoxe criminel, quand on sait que dans

n'importe quel hameau, village, quartier ou ville, les populations ont grandement besoin de personnel de santé ! On peut multiplier à l'envi d'autres exemples de ce genre dans d'autres domaines montrant combien ceux qui dirigent n'ont cure des préoccupations des populations.

C'est donc toute cette situation d'ensemble qui est à l'origine de la révolte et des luttes des étudiants militants de la FESCI. Ces luttes sont justes. Les étudiants ivoiriens qui se battent pour leurs intérêts ont raison de le faire. Mais quels que soient les problèmes de ces derniers, force aussi est de constater que, dans la société actuelle, ils sont eux-mêmes des privilégiés. Grâce à leurs études, au privilège qu'ils ont d'accéder au savoir moderne, ils détiennent ou pourraient détenir un moyen qui puisse leur permettre d'avoir un jour du travail. Nombreux d'ailleurs sont parmi eux ceux qui rêvent déjà de remplacer les dirigeants actuels et peut-être qu'ils seront les Bédié et autres Fologo de demain. Certains des politiciens actuels au pouvoir en Côte d'Ivoire ou dans d'autres pays africains n'ont-ils pas été eux-mêmes des étudiants militants de la FEANF, par exemple, ou d'autres organisations nationales ?

Si donc l'acquisition d'un diplôme ou de quelques connaissances modernes peut donner à tout étudiant l'illusion ou la possibilité de s'intégrer dans la société et, de façon objective, fait de lui un privilégié, il n'en est pas de même, par contre, pour des millions d'autres jeunes qui, eux, n'ont même pas la chance de rêver d'une réussite quelconque: il s'agit essentiellement des enfants issus des familles pauvres, des villes comme des campagnes, généralement sans formation aucune, condamnés dès leur berceau, pourrait-on dire, à être des manoeuvres sur des chantiers, des dockers, des ouvriers dans des usines ou tout simplement

des délinquants, des mendiants, après avoir passé leur enfance comme cireurs de chaussures. Dans le même ordre, on peut citer aussi les millions de jeunes filles à qui la société n'offre pas une autre perspective en dehors de celle du mariage forcé ou de la prostitution.

Mais cette situation n'est pas due à une quelconque fatalité. La principale source du sort réservé aux jeunes issus des familles pauvres en général, qu'ils soient diplômés ou pas, c'est le système actuel, le capitalisme. C'est lui qui veut qu'une minorité de privilégiés parasites bénéficie seule des richesses et exclue ainsi l'écrasante majorité des familles

pauvres et leurs enfants de toute possibilité de vie digne de notre époque. Si l'on veut donc que tous les jeunes accèdent à la culture moderne dans les meilleures conditions, aient un travail tout en mettant leurs compétences au service de la société, la seule perspective, c'est d'en finir avec le capitalisme, en arrachant les richesses des mains de la bourgeoisie et en les mettant en commun pour satisfaire les besoins collectifs de tous. Espérons qu'au travers de leurs luttes courageuses contre la dictature de Bédié, certains militants de la FESCI en arriveront à cette conscience et se consacreront à cette perspective-là.

COTE D'IVOIRE

LE REVE POUR UN DICTATEUR

A propos de la crise dans la région des Grands lacs, Bédié, le président de la Côte d'Ivoire a déclaré : " Il faut que l'on respecte le tracé des frontières... si on les remet en cause, je sais où l'on commencera, mais pas où l'on s'arrêtera. Ira-t-on ainsi de la Vallée du Nil au Cap Vert ?".

Bédié tremble déjà. Si les populations qui ont été arbitrairement divisées par les frontières tracées par les puissances coloniales au gré de leur bon vouloir et du rapport des forces entre elles se mettent à les remettre en cause, qu'advient-il de celles sur lesquelles repose sa dictature?

Bédié ajoute : "La démocratisation a exacerbé les passions politiques, créé de nouvelles formations qui cherchent le pouvoir en s'appuyant sur l'ethnie ou la tribu des dirigeants politiques... Comme nous sommes dans le domaine des passions cela suscite souvent des drames."

Ainsi donc le deuxième responsable de la crise actuelle

serait "la démocratisation". Pendant 30 années de régime de parti unique, Bédié et les notables du PDCI ont régné sans partage. C'est sans doute pour ça qu'il ne supporte plus aucune critique au point d'avoir mis en prison des journalistes liés à l'opposition qui ont simplement écrit qu'il a porté malheur à une équipe de football.

La troisième cause serait les gens qui "cherchent le pouvoir en s'appuyant sur leur ethnie". Dont acte. Mais c'est bien lui, ainsi que son prédécesseur Houphouët Boigny qui ont décrété Yamoussoukro, le village natal du président comme capitale politique.

Bédié persiste et signe car il vient de décider qu'à partir de 1997 le conseil des ministres ne se tiendra plus à Abidjan mais dans cet ancien village de l'ethnie baoulé.

Maintenir les frontières anachroniques, supprimer toute démocratie politique, s'appuyer sur son ethnie tout en empêchant les autres d'en faire autant, n'est-ce pas le rêve pour un dictateur?

TROUPES FRANCAISES HORS DE CENTRAFRIQUE !

Il y a deux semaines, l'armée française stationnée à Bangui, capitale de la Centrafrique, est intervenue contre des soldats centrafricains mutins hostiles au régime de Félix Patassé soutenu par l'impérialisme français. Cette intervention a eu lieu sous le prétexte de venger l'"assassinat" de deux militaires de l'armée française.

Les militaires français ont bombardé le quartier populaire Kassai où se trouve le siège des mutins. Selon des sources liées à l'opposition centrafricaine de Paris, il y aurait eu plus de trente morts, pour la plupart des civils.

Certes, cela fait plus d'un mois qu'une partie de l'armée est entrée en rébellion contre le dictateur en place, Félix Patassé. Elle protestait contre le retard des paiements des soldes et contre l'expédition des éléments contestataires à Bouar, à 450 km de Bangui.

En agissant violemment de la sorte l'impérialisme français compte non seulement mater la rébellion d'une partie de l'armée mais aussi, par la même occasion, intimider les populations des quartiers pauvres de Bangui qui ont de la sympathie pour les mutins et qui sont hostiles au déploiement des troupes françaises dans le pays.

La France y possède une base militaire parmi les plus importantes d'Afrique. La Centrafrique est l'un des sept pays d'Afrique où 9 000 soldats français stationnent en permanence pour surveiller les

intérêts du capitalisme français sur le continent. Elle est le douzième producteur mondial de diamant.

Alors c'est pour cela que l'impérialisme français est toujours présent dans ce pays et protège tous les dictateurs en place depuis l'indépendance. Il a soutenu le sanguinaire Bokassa qu'il a lâché en 1979 pour le remplacer par Dacko. Et depuis 1992, c'est Patassé, l'ancien premier ministre de Bokassa, qui est au pouvoir. Jusqu'à présent c'est l'impérialisme français qui choisit son homme à mettre au pouvoir en faisant et défaisant les régimes en Centrafrique.

Et dans l'actuel conflit, il prend un peu plus de précautions. C'est pourquoi le Général Toumani Touré du Mali a été propulsé comme intermédiaire entre le pouvoir et les mutins. Il joue le rôle du pompier africain pour calmer les esprits qui s'échauffent et empêcher que la révolte des mutins ne se transmette à la population. D'ailleurs Toumani Touré profite de cette occasion pour cultiver son image d'interlocuteur dans les affaires qui touchent les pays francophones d'Afrique.

Dans cette affaire, les populations pauvres de ce pays ne peuvent compter sur personne pour défendre leurs intérêts. Elles ont donc tout intérêt à se rassembler de leur côté en constituant leurs propres organisations pour mettre les troupes françaises hors de Centrafrique et abattre la dictature, qu'elle soit celle des civils comme Patassé ou de militaires.

ALGERIE**LES POPULATIONS FONT LES FRAIS DES RIVALITES ENTRE LE POUVOIR ET LES EXTREMISTES RELIGIEUX**

Vingt-trois personnes ont été égorgées entre le 22 et 25 janvier par un groupe armé islamique à 100 km au sud d'Alger et cinq autres dans la capitale même. Parmi les victimes, il y avait des femmes, dont certaines enceintes, et des enfants. Déjà le 16 janvier dernier, au moins 14 personnes ont trouvé la mort et une cinquantaine blessées lors d'un



Manif de femmes à Belcourt
contre les attentats

attentat à la bombe déposée à un marché de Boufarik (25 km au sud d'Alger); dans cette même ville, une voiture piégée y avait fait 27 morts et des blessés graves... La liste de ces attentats aveugles est longue. Selon les chiffres officiels, ces actes terroristes des assassins du GIA, groupe armé de l'ex-FIS, ont tué 250 personnes depuis le début du ramadan et entre 50 000 et 100 000 au cours de ces cinq dernières années.

Ces assassins du GIA croient qu'en s'attaquant aux populations désarmées, en semant le chaos et la panique dans le pays, la psychose dans les foyers, ils vont obliger le dictateur Zéroual à démissionner; ils croient, par leurs actes

barbares, pousser le gouvernement français à retirer son soutien au régime d'Alger et obliger le pouvoir à organiser des élections.

Ces extrémistes religieux, qui ne jurent que par le coran, n'ont aucun respect de la vie. Et si demain ces fanatiques arrivent au pouvoir, ce sera pour museler les populations algériennes. Ce sera une dictature féroce qui s'abattra sur celles-ci : interdiction de tous les partis politiques, interdiction du droit de grève par exemple. Les lois coraniques les plus rétrogrades, telles que la charia, le port obligatoire du voile pour les femmes, leur soumission totale à leur mari comme en Afghanistan ou en Iran seront appliquées avec rigueur. Voilà ce que réservent ces extrémistes religieux aux travailleurs et à tous les pauvres d'Algérie.

Les dirigeants algériens, eux, n'ont pas de solution devant la misère qui grandit dans le pays tout comme face aux mesures de licenciements qui frappent une partie de la classe ouvrière algérienne. Car ces deux phénomènes sont liés à la crise qui sévit dans tous les pays, en particulier les pays sous-développés et dépasse le seul cadre de l'Algérie. Quant à la montée de la violence qui déchire le pays, à l'insécurité qui règne dans la population, le pouvoir se retranche derrière la lutte contre les "extrémistes" et un prétendu "complot" ourdi de l'extérieur pour se donner une légitimité, pour justifier sa politique de répression et pour détourner l'attention des populations des problèmes sociaux graves.

Plusieurs fois ces dirigeants ont annoncé l'anéantissement des groupes islamistes. Mais les

nouveaux massacres des populations prouvent plutôt le contraire. N'empêche. Ils continuent de mentir. Le 24 janvier, à la télévision, Zéroal s'est engagé à "exterminer" tous les groupes armés. En bon militaire de carrière (il est Général), il ne connaît qu'une seule solution: la guerre contre les Islamistes et la répression contre les populations et tous ceux qui contestent son régime. Car sous prétexte de réduire les poches de résistance des groupes armés, ce sont des quartiers d'Alger et d'autres villes, des villages entiers qui sont quadrillés et pris d'assaut, qui ont essuyé les balles de l'armée, aidée par des milices financées par le pouvoir.

D'un côté comme de l'autre, les assassins du pouvoir et les assassins du GIA ont semé et sèment la mort. Les principales victimes sont bien sûr les populations prises en otage, entre deux feux. Elles

continuent à faire les frais du bras de fer qui oppose depuis cinq ans les dirigeants et les différents groupes armés.

Les travailleurs algériens, tout comme les pauvres, sont traumatisés par la vague de violences qui secouent le pays depuis cinq ans. Ils prennent des coups des deux côtés. Alors il n'y a pas à prendre parti pour un camp ou pour l'autre. Il est plutôt de l'intérêt des travailleurs et de l'ensemble des pauvres de s'organiser à part, de façon autonome, ne serait-ce que pour se défendre, ou mieux, porter eux-aussi des coups au pouvoir et aux extrémistes religieux. Seule une défense collective, une mobilisation générale des pauvres, peut empêcher le pays de s'enfoncer encore plus dans le cycle de la violence avec pour toile de fond le renforcement de la misère due au pourrissement du capitalisme à l'échelle de la planète.

LA FIEVRE DE L'OR

UNE TROMPERIE DE PLUS

Une des conséquences directes de la crise économique en Afrique est la "fièvre de l'or". Auparavant, il y avait des pays comme la Guinée, le Zaïre ou l'Angola, et d'autres qui attireraient traditionnellement un certain nombre de ressortissants de l'Afrique de l'Ouest. Depuis quelques années, l'espoir de s'en sortir en trouvant de l'or ou du diamant sur place s'est largement propagé. D'autant plus que ce sont les dirigeants eux-mêmes qui en sont à l'origine afin de détourner l'attention de la majorité de la population qui souffre de la misère et de l'exploitation vers des mirages, vers d'hypothétiques "gros lots" que toucheraient ceux qui se montreraient les plus patients. Pour le moment cela ne touche qu'une toute petite partie des gens mais il

n'est pas dit que demain cela ne devienne un phénomène important comme au Brésil où des dizaines de milliers de personnes, poussées par la misère, se ruent dans les mines.

Avec du matériel rudimentaire, les gens creusent des galeries, au mépris de toute sécurité. Souvent il y a des accidents, ou des bagarres. Et le peu que les petites gens trouvent est vendu à vil prix à des intermédiaires à destination des pays riches.

Quand l'Etat prétend "contrôler" cette activité lucrative pour une petite minorité mais oh combien dangereuse et mortelle pour la grande majorité, c'est surtout sous la forme d'hommes en armes qui ne font que racketter les petites

gens.

La majeure partie de la matière précieuse ainsi trouvée passe en contrebande. Mais ce n'est pas perdu pour tout le monde. Les hauts fonctionnaires, les officiers de la douane et quelques hommes politiques qui travaillent en complicité avec les trafiquants doivent s'en mettre plein les poches.

Pour l'écrasante majorité de la population de ces pays dont la situation a empiré depuis la dévaluation du franc CFA, la seule solution véritable pour sortir de cette misère, c'est de s'organiser, de prendre conscience que c'est collectivement et par la lutte seulement qu'on peut le faire. Tout le reste n'est que tromperie ou miroir aux alouettes.

METRO PARISIEN

"ON EST LA POUR TUER"

Depuis l'attentat crapuleux du Port Royal, le gouvernement a relancé l'opération Vigipirate. Des militaires, des policiers et même des barbouzes de la Légion sont envoyés dans différents lieux publics, notamment dans le métro.

Mais sous prétexte de lutter contre le terrorisme, en réalité, c'est la population que terrorisent tous ces assassins professionnels. Ils font la loi et sèment la peur dans les couloirs et sur les quais du métro. Ils braquent leurs armes de façon permanente sur les usagers. On est obligé de s'écarter pour leur

laisser le passage.

Ce qui frappe surtout, c'est le mépris que ces forces de l'ordre affichent vis-à-vis des usagers. A un voyageur qui demandait son chemin, un barbouze lui a méchamment répondu: "On est pas là pour renseigner, on est là pour tuer". Le voyageur, choqué, a préféré s'en aller.

Voilà une des conséquences des actions des terroristes islamistes sur la population en général et sur les immigrés en particulier.

VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE DE COREE !

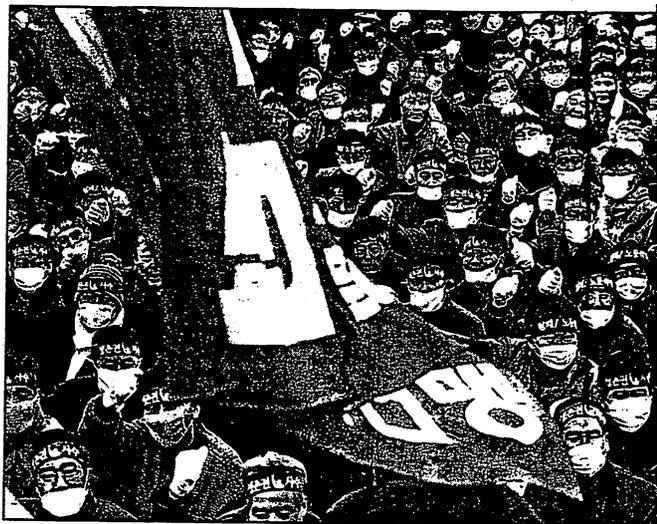
Le 26 décembre de l'année dernière une grève a été déclenchée à Séoul à la suite d'un vote "clandestin" d'une loi anti-ouvrière au parlement. En effet, sous prétexte que les députés de l'opposition font de l'obstruction, le gouvernement de Kim Young-sam a fait voter à l'aube, en l'absence de ceux-ci, cette nouvelle loi qui permet par exemple d'augmenter la durée hebdomadaire du travail jusqu'à 56 heures, en fonction des besoins de la bourgeoisie. Cette même loi permet également aux bourgeois de faire appel plus facilement à la main d'oeuvre

intérimaire en cas de grève. Elle facilite également le licenciement des grévistes. Elle renforce les pouvoirs de la police politique. Elle interdit également jusqu'à l'an 2000 l'existence de tout autre syndicat que celui officiel et unique. Ainsi, le KCTU qui regroupe pourtant 500 000 adhérents n'est pas reconnu.

Ainsi donc, par cette nouvelle loi, le gouvernement voulait reprendre à la classe ouvrière les quelques avantages, plus particulièrement dans les grandes entreprises, qui avaient été

arrachés à la bourgeoisie coréenne et aux multinationales par les luttes revendicatives des années passées. Mais c'était compter sans la combativité de cette classe ouvrière.

Depuis le 26 décembre, le mouvement de grève s'est étendu et a touché les plus grandes



Manif de travailleurs à Séoul

entreprises du pays comme Hyundai, Samsung, Daewoo. De grandes manifestations de rue ont eu lieu à Séoul. Et fidèle à sa tradition, le pouvoir de la bourgeoisie coréenne a envoyé ses forces de l'ordre pour mâter les manifestants. Jusqu'au 18 janvier, une grande partie de l'industrie était paralysée. Ce n'est que lorsque que le chef de l'Etat déclara que la loi pourrait être rediscutée au parlement que le mot d'ordre de grève nationale a été suspendu. Toutefois, une journée de grève par semaine sera maintenue de même que des manifestations de rue jusqu'au retrait complet de la loi. Passé ce délai d'un mois, la principale centrale syndicale a déclaré qu'elle pourrait de nouveau faire appel à la grève et l'étendre y compris au secteur public.

Une fois de plus, la classe ouvrière coréenne a montré sa combativité. Elle refuse de se sacrifier sur l'autel de la bourgeoisie. Celle-ci voudrait en

effet, au nom de l'"intérêt économique national", que la classe ouvrière, notamment celle des grandes entreprises, accepte des conditions de plus en plus dures afin de maintenir des profits élevés. Eh, bien cette classe ouvrière a dit non. Et rien que de ce fait, elle a déjà donné un exemple à suivre pour d'autres travailleurs.

La Corée fait partie de ces pays de l'Asie du Sud-Est communément appelés les "Dragons". Les dirigeants des pays d'Afrique, de même qu'un certain nombre d'intellectuels bourgeois nationalistes citent souvent ces pays comme des exemples à suivre pour sortir le continent du sous-développement. Il est bien entendu absolument faux de croire que petit à petit, dans le cadre du système capitaliste l'Afrique pourra s'en sortir. La Corée fait certes partie, grâce entre autres, aux capitaux occidentaux et japonais, des onze pays les plus riches du monde. Mais les statistiques économiques de la bourgeoisie sont une chose et la réalité de la grande majorité une autre. L'écrasante majorité de la population de ce pays vit dans la misère. Sa condition est bien plus proche de n'importe quel pays pauvre d'Asie que des pays riches occidentaux. Mais pas plus pour les pays riches que pour les pays pauvres, le capitalisme ne constitue un avenir. Il est au contraire synonyme de guerres, de pillage, de chômage, de gaspillage. Seule une petite minorité profite des possibilités énormes que la science et la connaissance offrent à l'humanité. Une telle société ne peut pas constituer un avenir. Celui-ci ne se construira qu'en se débarrassant d'abord du capitalisme.

Mais, exemple pour exemple, les prolétaires d'Afrique peuvent s'inspirer de la combativité de leurs frères coréens pour montrer leur colère à leurs exploités et le chemin de la lutte à l'ensemble des déshérités.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.